



Suite du CSAR du 9 juillet 2024

Communiqué commun

En ce 9 juillet devait se tenir un CSAR.

Compte tenu du contexte politique marqué par des élections législatives où le pire a été évité, un changement de cap doit être opéré. En outre, l'attente de la désignation d'un nouveau gouvernement qui aura forcément des conséquences sur Bercy et la DGFIP doit marquer une pause des réformes, raison pour laquelle Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et F.O.-DGFIP ont choisi de ne pas siéger.

En aparté, la DG nous a indiqué qu'un message aux directeurs et directrices leur indiquant qu'aucune nouvelle initiative ne devait être prise leur a été passé. Ceci implique que tout ce qui concerne la semaine en 4 jours n'a pas lieu d'être à ce stade. Aucune confirmation explicite de l'abandon du projet ou de sa continuation n'a été donnée à la DGFIP, mais au niveau du secrétariat général de Bercy, les réunions dédiées ont été annulées.

Nous avons collectivement alerté l'administration dans nos liminaires sur des signalements d'actes racistes, xénophobes ou homophobes dont les agentes et les agents des finances publiques sont victimes. La DG nous a confirmé une augmentation de 20 % entre mai et juin de propos et des menaces racistes tenus par des usagers dans les accueils des finances publiques à l'égard de collègues. L'augmentation est continue et en outre celle concernant les agressions physiques progresse de 5 à 6 %. L'administration se dit vigilante et prend ces actes au sérieux en soutenant les agents et en les engageant à porter plainte. Cependant, l'administration, à aucun moment, n'a évoqué la protection fonctionnelle qu'elle pourrait mettre en œuvre pour protéger les personnels.

Enfin, sur les propos ou actes à caractère discriminatoire en interne, ceux-ci ne passant pas encore par l'outil Signal-FIP, il en existe mais l'administration ne possède pas de statistiques détaillées.

La DG nous a indiqué que tout le monde dans le collectif de travail DGFIP n'a pas les mêmes opinions mais que tout le monde doit se respecter.

Outre nos alertes sur le climat dans les services, la nécessaire pause dans l'attente d'un gouvernement de plein exercice, nous avons rappelé l'urgence de répondre aux attentes sociales et les besoins d'une amélioration du service public DGFIP exprimés par les personnels et les usagers.